



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
22 mars 2012
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2012
25-29 juin 2012, Genève
Point 5 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

**Projet de descriptif de programme de pays
pour le Sri Lanka (2013-2017)**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	1–16	2
II. Coopération antérieure et enseignements tirés	7–10	3
III. Programme proposé.	11–17	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	18–21	7
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation de ressources du PNUD pour le Sri Lanka, 2013-2017		8



I. Analyse de la situation

1. Le Sri Lanka se trouve à un moment déterminant de son histoire. Une guerre de trois décennies a pris fin, suscitant des espoirs de paix et de stabilité. Malgré la guerre, le tsunami de 2004 et les conséquences de la récession mondiale, le Sri Lanka est parvenu au statut de pays à revenu intermédiaire. Avec une superficie de 62 705 kilomètres carrés et une population de 20,45 millions d'habitants, le Sri Lanka a obtenu un score de 0,691 dans l'indice de développement humain de 2011, se classant au 97^e rang sur 187 pays, rang le plus élevé en Asie du Sud.

2. Le cadre de développement 2011-2016 définit le plan d'action national pour la mise en œuvre de « Mahinda Chintana », le plan de développement du gouvernement. Ce cadre cherche à positionner le Sri Lanka en tant que pays à revenu intermédiaire à forte intensité de connaissances. Il vise à parvenir à un revenu par habitant de 4 000 dollars des États-Unis d'ici à 2016. Cette activité nécessitera un taux de croissance soutenu de 8 % et des investissements accrus, essentiellement du secteur privé. Ce plan cherche également à promouvoir les possibilités économiques par la création d'emplois et l'infrastructure économique, complétées par des mesures visant l'inclusion sociale et la distribution des fruits de la croissance à toute la population. Pour remédier aux disparités régionales, la stratégie mettra l'accent sur les éléments suivants : mieux cibler la protection sociale et les filets de sécurité destinés aux groupes vulnérables, autonomiser les femmes pour leur permettre de participer davantage à l'économie et remédier à la vulnérabilité du pays face aux pertes environnementales et aux catastrophes naturelles en faisant de la viabilité environnementale et de la prévention des catastrophes des éléments-clés des activités de développement.

3. Le Sri Lanka a libéralisé son économie en 1977. Aujourd'hui l'agriculture représente 12 % de l'économie, l'industrie 28 % et les services 60 %. Il a été difficile d'accélérer la réduction de la pauvreté tout en fournissant un accès plus grand aux marchés, à l'infrastructure et à l'emploi dans les régions et secteurs retardataires. Dans ce contexte le doublement du revenu par habitant, qui est passé de 1 062 dollars en 2004 à 2 399 dollars en 2010, représente une réussite remarquable. Cette augmentation du revenu est reflétée dans la baisse du pourcentage de la population pauvre qui est tombé de 15,7 % en 2006-2007 à 8,9 % en 2009-2010; il est de 5,3 % en zones urbaines et de 9,4 % dans les zones rurales. Dans le secteur des plantations il a été ramené de 32 % à 11,4 %. Le secteur rural comprend 84,7 % des pauvres. Une étude indique que 23,3 % des pauvres vivent dans les ménages dirigés par des femmes mais que le taux de pauvreté n'est pas sensiblement différent entre ces derniers et les ménages dirigés par des hommes.

4. Le Sri Lanka est en bonne voie d'atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015, mais des différences existent entre les régions et entre les différents groupes socioéconomiques. Dans les provinces d'Uva, du Centre et de Sabaragamuwa qui représentent le secteur des plantations, plusieurs des indicateurs sociaux sont particulièrement faibles et le taux de pauvreté est le plus élevé du pays. L'incorporation des OMD dans les systèmes locaux de fourniture de services est considérée comme cruciale pour remédier aux disparités régionales. D'autres problèmes persistent dans les domaines de la faim, de la malnutrition et de la perte de ressources environnementales. En raison des pressions exercées sur les ressources naturelles, qui sont dues à la croissance économique potentielle après le conflit et qui sont conjuguées aux problèmes

concernant les changements climatiques, une attention plus grande doit être portée à la viabilité environnementale et la résilience face aux catastrophes.

5. Bien que les femmes représentent 52 % de la population du Sri Lanka, leur présence dans la sphère politique demeure faible : 5,8 % de femmes siègent au Parlement national et 5 % dans les conseils provinciaux. Leur participation à l'activité économique est peu importante elle aussi : 34,4 % des femmes sont actives contre 65,6 % des hommes. Malgré un indice d'inégalité entre les sexes de 0,414, des préoccupations demeurent en ce qui concerne les droits et l'autonomisation des femmes. La participation politique des femmes est entravée par des obstacles au sein des partis politiques et des structures sociales. De ce fait il n'est pas possible de donner la priorité à des questions telles que la malnutrition ou la santé en matière de sexualité et de procréation, d'autant plus que le pays a des capacités limitées de traiter de questions complexes telles que la violence sexiste et familiale. Il faut trouver une solution à ces problèmes cruciaux en partie en raison des obligations qui incombent au Sri Lanka en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

6. Maintenant que l'accent se déplace, dans les zones anciennement touchées par le conflit, des opérations de secours à la réinstallation et au relèvement, les problèmes persistent dans la consolidation des activités génératrices de revenu, la régénération du développement économique, l'établissement de liens avec les marchés et l'équité dans la fourniture de l'assistance afin de prévenir l'apparition de nouveaux sujets de conflits. Les problèmes dans le domaine de la réconciliation concernent l'identité et l'intégration des différents groupes. L'établissement de liens sociaux et économiques est à présent possible grâce aux mouvements accrus entre les diverses régions.

II. Coopération antérieure et enseignements tirés

7. En 2010-2011, le PNUD a mené plusieurs évaluations, notamment une évaluation des résultats des activités de développement mesurant l'impact de l'assistance apportée par le PNUD au Sri Lanka, qui met en lumière tant les réalisations que les domaines où des améliorations sont encore nécessaires.

8. Les évaluations reconnaissent les contributions de fond du PNUD au développement aux niveaux politique, institutionnel et communautaire. Le PNUD a contribué à améliorer la situation socioéconomique et la cohésion communautaire dans les zones touchées par le conflit. Il a atteint plus de 12 000 personnes (dont 37 % de femmes). Le programme de jumelage des écoles et les interventions favorisant l'accès des femmes aux postes de responsabilité ont contribué au changement social. Le PNUD a contribué à renforcer les capacités nationales dans la coordination et la gestion de la lutte antimines qui a permis de réinstaller plus de 300 000 personnes déplacées, la moitié étant des femmes. En l'absence de données statistiques sur les provinces du nord et de l'est, une étude de référence socioéconomique détaillée des districts touchés par le conflit et frontaliers a fourni d'importantes données qualitatives et quantitatives (y compris des données ventilées par sexe) pour guider l'élaboration et le suivi des programmes. L'assistance apportée par le PNUD à la gestion des catastrophes au niveau local a été reconnue comme contribuant efficacement à réduire les risques. Mettant à profit son rôle d'organisme pivot, le PNUD a mené à bien une évaluation environnementale

stratégique dans le Nord, qui a réuni 25 organismes gouvernementaux et guidé la planification du relèvement portant sur les ressources naturelles. Les capacités d'alerte rapide et d'intervention ont été mises en place et comprennent des interventions d'urgence 24 heures sur 24 permettant d'assurer efficacement des évacuations en cas de tsunami et des interventions en cas d'inondation. Le PNUD a introduit et institutionnalisé une culture de contrôle de la gestion fondée sur les résultats dans le secteur public en liant les processus budgétaires aux principaux indicateurs de résultats des ministères. Il a aidé les structures de l'administration locale à fournir des services transparents avec l'utilisation d'une Charte des droits du citoyen qui peut faire l'objet de suivi. Le PNUD a également lancé un dispositif de décaissements de dons fondés sur les résultats à destination des autorités locales (qui ont été élues par les groupes locaux intéressés). L'appui aux institutions nationales a renforcé l'accès aux services de réglementation tandis que la délivrance de pièces d'identité au moyen de registres informatisés a modifié la façon dont la population dans les communautés touchées par le conflit et le secteur des plantations a accès à des services de base tels que l'éducation, la santé et la justice.

9. Les évaluations ont souligné la nécessité pour le PNUD de continuer à appuyer la mise en place d'infrastructures cruciales et de moyens d'existence durables par le développement fondé sur la chaîne de valorisation, les liens avec le marché et les partenariats avec le secteur privé. La nécessité de continuer à promouvoir la réconciliation par des activités de cohésion sociale et le renforcement du rôle des institutions gouvernementales au niveau local a été également soulignée. Il a été conclu qu'une fois qu'un OMD a été atteint, l'étape suivante consistait à procéder à des évaluations qualitatives des résultats tout en incorporant également les OMD au niveau local. Le PNUD a été encouragé à coopérer avec des partenaires pour appuyer des activités associant la prévention des catastrophes et la gestion de l'environnement au renforcement des possibilités des moyens d'existence et de la résilience, en particulier dans les communautés rurales tributaires des ressources naturelles. L'évaluation des résultats des activités de développement a recommandé que le PNUD : i) axe davantage son action sur la réalisation des résultats des activités de développement; ii) renforce son rôle de consultant tout en promouvant l'utilisation plus efficace des ressources humaines et intellectuelles; iii) prenne l'initiative d'aider le pays à remédier aux disparités et vulnérabilités qui pourraient augmenter en raison de la rapidité du développement économique.

10. Les domaines où des améliorations sont nécessaires et les approches proposées qui sont recommandés dans l'évaluation des résultats des activités de développement et les autres évaluations ont réorienté et guidé les programmes en cours et les nouveaux programmes.

III. Programme proposé

11. Le programme de pays proposé pour 2013-2017 est conforme au cadre de développement du gouvernement Mahinda Chintana pour 2011-2016. Il vise à aider le Sri Lanka à devenir un pays à revenu intermédiaire à forte intensité de connaissances, à consolider les acquis des OMD, à réaliser des progrès dans les OMD dont la réalisation laisse encore à désirer et à remédier aux inégalités. Le programme proposé s'insère dans les quatre piliers du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2013-2017 dans le contexte de l'objectif « croissance économique durable et inclusive avec un accès équitable à des services

sociaux de qualité, des capacités humaines renforcées et la réconciliation en vue d'une paix durable »¹. Le PNUD contribuera à la réalisation des résultats visés par le PNUAD² en apportant son appui pour les politiques et les institutions et une assistance sur le terrain dans les domaines où il dispose d'avantages comparatifs. Les partenariats du PNUD avec d'autres organismes des Nations Unies contribueront à la cohérence des organismes de développement des Nations Unies.

12. Faisant fond sur le cycle précédent, le PNUD promouvra les capacités socioéconomiques des communautés vulnérables, en particulier dans les zones rurales. Ses activités seront axées sur les femmes, les ménages dirigés par les femmes, les jeunes, les anciens combattants, les familles travaillant dans le secteur des plantations, les personnes handicapées et les groupes touchés par le VIH. L'égalité des sexes sera incorporée dans tous les programmes et prise en compte lors de l'allocation des ressources, notamment par le ciblage préférentiel des femmes pour le développement économique et la protection sociale, et par des interventions politiques et communautaires axées sur la participation des femmes à tous les processus de prise de décision.

13. Domaine prioritaire 1 – Gouvernance pour l'autonomisation et l'inclusion sociale. Ce programme appuie les trois premiers résultats visés par le PNUAD concernant les moyens d'existence durables, la fourniture de services publics, le développement fondé sur des données factuelles, la gouvernance locale, la règle du droit, l'accès à la justice et les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, l'intégration sociale et la réconciliation. Le PNUD axera ses activités sur le renforcement des capacités des institutions nationales et l'autonomisation des communautés, s'attachant à créer des moyens d'existence durables et à promouvoir la protection des droits de l'homme, en ciblant particulièrement les groupes marginalisés, à savoir notamment les prostituées et les personnes vivant avec le VIH. Un programme intégré de reprise des activités de gouvernance sera axé sur le renforcement des capacités des administrations locales, de la société civile, du secteur privé et des communautés pour leur permettre de planifier, d'appliquer, de suivre et de soutenir ensemble le développement socioéconomique.

14. Le programme de pays aidera les communautés à renforcer leur production et leur capacité d'ajouter de la valeur à leurs produits et à leurs bénéfices par unité de production. Il leur permettra de mettre à profit l'infrastructure, les nouvelles technologies et connaissances en matière de production (y compris par la coopération Sud-Sud). Il les aidera à accéder à de nouveaux marchés et services

¹ Les piliers du PNUAD sont : 1) une croissance économique équitable et des moyens d'existence durables; 2) la réduction des disparités, des services sociaux de qualité et équitables; 3) la gouvernance, les droits de l'homme, l'égalité entre les sexes, l'inclusion sociale et la protection sociale; 4) l'environnement et les changements climatiques.

² Les résultats visés par le PNUAD sont : 1.1) un environnement favorable à l'égalité des chances dans les moyens d'existence durables, un travail décent et les possibilités d'emploi; 2.1) le renforcement de la demande et de la fourniture de services sociaux de qualité et équitables et de l'accès à ceux-ci et la capacité plus grande des institutions nationales d'élaborer des politiques fondées sur des données factuelles; 3.1) l'autonomisation des communautés et le renforcement des institutions pour appuyer la gouvernance locale, l'accès à la justice, l'intégration sociale, l'égalité entre les sexes, ainsi que le suivi, la promotion et la protection des droits de l'homme conformément aux obligations et aux traités internationaux et à la Constitution du Sri Lanka; 4.1) l'existence de politiques, programmes et capacités permettant d'assurer la viabilité environnementale, de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets et de réduire les risques de catastrophe aux niveaux national, sous-national et communautaire.

financiers, renforcer l'employabilité de leurs membres et améliorer les conditions de création des entreprises. Les groupes vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les anciens combattants, seront intégrés dans la société, en étant liés en particulier aux chaînes de valorisation officielles et aux secteurs non structurés liés. Un appui en matière de commercialisation et de réseautage sera fourni aux groupes de femmes productrices. Le programme de pays s'appuiera sur la collaboration en cours avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Des approches environnementales seront intégrées dans les activités d'appui aux moyens d'existence.

15. Les systèmes seront renforcés pour assurer le développement fondé sur des données factuelles et la gestion institutionnalisée concernant les résultats des activités de développement. Un appui sera apporté grâce à la dynamisation des ressources intellectuelles du pays pour promouvoir l'élaboration de cadres politiques et une mise en œuvre efficace. Les programmes visant à renforcer la gouvernance locale permettront aux administrations locales d'être les principaux moyens de développement inclusif et de réconciliation élargie. Une assistance sera rapportée aux systèmes de règle du droit pour en renforcer la viabilité et permettre aux citoyens d'accéder à la justice. Les capacités nationales de sauvegarder et de promouvoir les droits de l'homme seront renforcées. En partenariat avec le FNUAP et ONU-Femmes des solutions seront cherchées pour venir à bout de la violence sexiste. Les capacités des institutions nationales de gérer le secteur de la lutte antimines seront renforcées avec notamment l'incorporation de la lutte antimines dans la planification du développement.

16. Le programme de pays continuera de recourir aux interventions de relèvement et de développement comme points d'entrée pour promouvoir des relations positives entre les divers groupes. Le PNUD contribuera également à l'autonomisation sociale, ciblant particulièrement les femmes, les enfants et les jeunes. Les activités en cours sur la cohésion sociale par le jumelage des écoles, l'appui au bilinguisme et l'accession des femmes aux postes de responsabilité locaux seront renforcées pour leur donner une portée interrégionale et un impact national plus grands.

17. **Domaine prioritaire II – Viabilité environnementale et résilience.** L'assistance du PNUD dans ce domaine est cruciale pour le quatrième résultat visé par le PNUAD concernant la viabilité environnementale, les changements climatiques et la prévention des catastrophes. Le PNUD appuiera l'élaboration des politiques et le transfert des technologies et renforcera les institutions pour intégrer les informations découlant des évaluations environnementales, des évaluations des risques et vulnérabilités et des études des incidences du climat. La croissance à faible émission de carbone sera promue en privilégiant la réduction des émissions, le recours aux énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le PNUD aidera le Sri Lanka à s'acquitter de ses obligations internationales, notamment au lendemain de la Conférence Rio +20. Le programme de pays renforcera les capacités d'alerte rapide, de préparation et d'intervention en cas de catastrophe. Par ailleurs un appui sera apporté au Sri Lanka pour lui permettre de devenir un centre de savoir sur la gestion des catastrophes. Les préoccupations climatiques seront intégrées dans les secteurs de l'agriculture, de l'approvisionnement en eau, des infrastructures, du tourisme et des zones côtières, une grande attention étant apportée aux groupes vulnérables. Les pratiques durables de sylviculture, en particulier par les groupes de femmes productrices, seront

promues. Les activités de plaidoyer, de sensibilisation et de proximité en partenariat avec le gouvernement, les organisations communautaires, le secteur privé et les médias appuieront les visions « Green Lanka » (Sri Lanka vert) et « Towards Safer Sri Lanka » (Vers un Sri Lanka plus sûr) du gouvernement tout en mettant l'accent sur les avantages découlant d'une meilleure gouvernance des terres, des ressources en eau et de l'air. Les échanges de connaissances Sud-Sud seront promus. Le PNUD collaborera avec la Banque asiatique de développement, la FAO, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Banque mondiale pour promouvoir ces activités.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

18. Le programme de pays sera exécuté et mis en œuvre au niveau national en coopération étroite avec le Département des ressources extérieures du Ministère des finances et de la planification. En accord avec le gouvernement et lorsque la situation l'exige, le PNUD peut utiliser d'autres modalités, notamment l'exécution directe, pour renforcer l'efficacité et les résultats.

19. Conformément à la politique d'évaluation du PNUD, le programme de pays sera suivi et évalué par rapport aux résultats et au cadre d'allocation des ressources du PNUD, qui sera élaboré avec des indicateurs mesurables dans le cadre du plan d'action pour la mise en œuvre du programme de pays. Les évaluations des projets, résultats et thématiques seront effectuées en utilisant les capacités nationales le cas échéant.

20. Le bureau de pays du PNUD, qui sera doté de fonctions renforcées pour la gestion des programmes, appuiera l'exécution des programmes pour assurer des résultats efficaces et efficaces des activités de développement. Les interventions de renforcement des capacités avec des objectifs et références précis guideront les plans de retrait correspondants qui seront mis en place pour les projets et programmes.

21. L'enveloppe estimative de ressources pour le programme de pays est de 60 millions de dollars : 5,2 millions seront prélevés sur les ressources ordinaires et 25,4 millions au titre de la participation aux coûts ont déjà été mobilisés. Le solde restant, à savoir 29,4 millions de dollars, sera mobilisé auprès des partenaires de développement, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Protocole de Montréal et d'autres fonds d'affectation spéciale.

Cadre de résultats et d'allocation de ressources du PNUD pour le Sri Lanka, 2013-2017

Ressources pour 2013-2017 : ressources ordinaires : 5 233 000 dollars; autres ressources : 54 767 000 dollars; total : 60 millions de dollars

Priorité nationale : (Mahinda Chintana 2011-2016) : Autonomiser l'économie rurale dans le cadre des programmes Gama Naguma (développement rural) et Devi Nagum (agriculture nationale) du gouvernement

Programme de pays/objectif 1 visé par le PNUAD : Un environnement favorable à l'égalité des chances dans les moyens d'existence durables, un emploi décent et l'employabilité. **Indicateur d'exécution :** Incidence de la pauvreté (pourcentage de la population vivant en-dessous du seuil national de pauvreté), l'accent étant mis sur le secteur des plantations et des autres districts retardataires (ventilée par sexe et par région). **Domaines prioritaires liés du plan stratégique :** Prévention des crises et relèvement; réduction de la pauvreté et réalisation des OMD

<i>Contribution du gouvernement partenaire</i>	<i>Contribution d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateurs, niveaux de référence et cibles concernant les contributions du PNUD</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif visé (dollars É.-U.)</i>
Stratégie détaillée pour promouvoir la croissance inclusive et appuyer les régions retardataires par des investissements plus importants, notamment la promotion des petites et moyennes entreprises.	Les donateurs appuient les approches de création de moyens d'existence. Les chambres de commerce adoptent des programmes visant à promouvoir la création de moyens d'existence. Le secteur privé coopère avec les communautés rurales ou celles touchées par le conflit, renforçant les capacités et l'engagement commercial à long terme.	Les pratiques durables et commercialement viables de moyens d'existence sont introduites pour permettre aux ménages vulnérables dans les communautés cibles de passer de la subsistance à des conditions de vie durables.	<p>1. Accroissement en pourcentage du nombre de femmes et d'hommes trouvant un emploi après avoir terminé les programmes ciblés de formation (référence : évaluation des besoins communautaires postparticipation; cible : augmentation de 50 %)</p> <p>2. Nombre de bénéficiaires (ventilé par sexe) déclarant avoir accès à des infrastructures de moyens d'existence dans les communautés ciblées (référence : évaluation des besoins communautaires postparticipation; cible : 50 %)</p> <p>3. Augmentation en pourcentage des groupes de bénéficiaires/ producteurs, en particulier des groupes de femmes, qui déclarent avoir davantage de possibilités d'accès aux marchés et aux services par des partenariats et liens avec le secteur privé (référence : évaluation des besoins communautaires postparticipation; cible : augmentation de 50 %)</p>	<p>1. Création de possibilités de moyens d'existence durables, y compris le renforcement des capacités, la valeur ajoutée et la promotion de liens avec le secteur privé</p>	Ressources ordinaires 2 423 000
					Autres ressources 15 627 000

Priorité nationale : (Mahinda Chintana 2011-2016) : Autonomiser l'économie rurale en améliorant la qualité des services sociaux, en assurant l'accès équitable pour tous les groupes de population, en améliorant l'accès aux TIC et leur utilisation, en accroissant les investissements publics dans les secteurs sociaux et en définissant des rôles appropriés pour les secteurs public et non public.

Programme de pays/objectif 2 visé par le PNUAD : Renforcement de la fourniture et de la demande de services sociaux de qualité et équitables et de l'accès à ceux-ci et capacités renforcées des institutions nationales d'élaborer des politiques fondées sur des données factuelles. **Indicateur d'exécution :** Nombre de districts doté de dispositifs de suivi fonctionnels capables de répondre à la demande de services de qualité et de promouvoir le dialogue entre les fournisseurs de services et les membres des communautés. **Domaines prioritaires liés du plan stratégique :** Gouvernance démocratique; réduction de la pauvreté et réalisation des OMD

<i>Contribution du gouvernement partenaire</i>	<i>Contribution d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateurs, niveaux de référence et cibles concernant les contributions du PNUD</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif visé (dollars É.-U.)</i>
Le gouvernement procède à des actualisations continues de la politique de développement pour fournir un cadre de résultats détaillé. Il apporte des ressources à l'action antimines.	Les donateurs appuient l'élaboration d'approches-programmes sectorielles dans des domaines choisis et coopèrent avec les institutions décentralisées et locales. Les organisations de la société civile établissent des partenariats pour la fourniture de services au niveau sous-national.	Renforcement des capacités pour l'élaboration de politiques nationales fondées sur des données factuelles, planification et suivi des stratégies de développement sectorielles pour la croissance inclusive afin de remédier aux inégalités au niveau sous- national	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pourcentage de personnes satisfaites de l'application de la Charte des droits du citoyen, ventilé par sexe et par origine ethnique (référence : 0; cible : 75 %) 2. Nombre de provinces utilisant le système national pour la gestion des résultats des activités de développement (référence : 0; cible : 5) 3. Nombre de cellules de réflexion qui envisagent des réformes de gestion publique identifiées par le gouvernement (référence : 0; cible : 5) 4. Le système de gestion de la lutte antimines pour appuyer les opérations à long terme est pleinement développé (référence : stratégie nationale de lutte antimines approuvée; cible : le centre national de la lutte antimines est doté du personnel nécessaire qui est formé à gérer les informations nationales de déminage et de sensibilisation aux risques posés par les mines). 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les acteurs locaux au niveau des divisions sont mieux capables de planifier ensemble des initiatives de développement et de fournir des services publics de qualité. 2. Le système d'administration publique et les systèmes nationaux renforcés de planification, programmation et suivi d'une croissance économique équitable sont en place et fonctionnent efficacement; les capacités nationales de gestion de la lutte antimines sont renforcées. 	Ressources ordinaires 1 405 000 <hr/> Autres ressources 9 945 000

Priorité nationale : (Mahinda Chintana 2011-2016) : Distribuer les fruits de la croissance à tous les groupes de population et prévenir les inégalités, l'exclusion sociale et les effets nocifs sur l'environnement qui ont frappé certaines des économies en croissance rapide

Programme de pays/objectif 3 visé par le PNUAD : Les communautés sont autonomisées et les institutions renforcées pour appuyer la gouvernance locale, l'accès à la justice, l'intégration sociale, l'égalité entre les sexes et le suivi, la promotion et la protection des droits de l'homme conformément aux obligations et traités internationaux et à la Constitution du Sri Lanka. Indicateur d'exécution: nombre de mécanismes et systèmes aux niveaux national et local chargés de la protection des droits de l'homme et de l'intégration sociale qui sont conformes aux normes internationales. **Domaines prioritaires liés du plan stratégique :** Gouvernance démocratique, prévention des crises et relèvement

<i>Contribution du gouvernement partenaire</i>	<i>Contribution d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateurs, niveaux de référence et cibles concernant les contributions du PNUD</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif visé (dollars É.-U.)</i>
Le gouvernement veille au fonctionnement efficace des dispositifs institutionnels pour assurer une justice équitable et durable, la protection des droits de l'homme, l'intégration sociale et le développement national et régional.	Les donateurs définissent les responsabilités en matière de fourniture décentralisée dans les projets ciblant les groupes vulnérables. Les organisations de la société civile coopèrent aux partenariats de gouvernance locale pour promouvoir la transparence et la responsabilisation dans les services publics locaux.	Introduction de systèmes et procédures renforçant la responsabilisation et la transparence des structures de gouvernance, appui aux droits de l'homme et promotion de l'intégration sociale et de la réconciliation	<p>1. Nombre de différends réglés par les conseils de médiation dans les zones cibles (référence : 1 428 en 2011; cible : le double)</p> <p>2. Pourcentage de femmes représentées dans les organes locaux (référence : 4 %; cible : 10 %)</p> <p>3. Nombre d'enquêtes, d'investigations, de médiations et de visites de centres de détention effectuées par la commission nationale des droits de l'homme (référence : 9 852 en 2010; cible : augmentation de 25 %)</p> <p>4. Connaissance par les femmes et les hommes dans les organisations communautaires de leurs droits et responsabilités pour prévenir la violence sexiste (référence : 10 %; cible : 100 %)</p> <p>5. Pourcentage de femmes et d'hommes déclarant avoir davantage de possibilités d'interagir avec d'autres groupes (référence : 24 % pour les hommes et 12,9 % pour les femmes; cible : 50 % pour les hommes et les femmes)</p>	<p>1. Les systèmes de règle du droit et institutions de défense des droits de l'homme fournissent des services plus efficaces et équitables, et les citoyens, en particulier des communautés marginalisées, peuvent accéder plus facilement aux recours judiciaires et de défense des droits de l'homme et à d'autres services publics.</p> <p>2. Les institutions nationales, organisations de la société civile et réseaux communautaires prennent des mesures pour promouvoir l'intégration sociale et l'autonomisation sociale, l'accent étant mis en particulier sur les femmes et les jeunes.</p>	<p>Ressources ordinaires 1 405 000</p> <hr/> <p>Autres ressources 11 195 000</p>

Priorité nationale : (Mahinda Chintana 2011-2016) : Promotion du développement durable et préservation de l'environnement aux niveaux national et international

Programme de pays/objectif 4 visé par le PNUAD : Les politiques, programmes et capacités permettant d'assurer la viabilité environnementale, de s'adapter aux changements climatiques et de les atténuer et de prévenir les catastrophes sont en place aux niveaux national, sous-national et communautaire. **Indicateur d'exécution :** Nombre de politiques nationales et sectorielles approuvées par le gouvernement. **Domaines prioritaires liés du plan stratégique :** Environnement et développement durable; réduction de la pauvreté et réalisation des OMD

<i>Contribution du gouvernement partenaire</i>	<i>Contribution d'autres partenaires</i>	<i>Contribution du PNUD</i>	<i>Indicateurs, niveaux de référence et cibles concernant les contributions du PNUD</i>	<i>Produits indicatifs du programme de pays</i>	<i>Montant indicatif des ressources par objectif visé (dollars É.-U.)</i>
Le Gouvernement élabore et adopte des mesures visant à intégrer la viabilité environnementale, l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation et la prévention des catastrophes à tous les niveaux, conformément aux instruments internationaux et en mettant à profit les avantages offerts par ceux-ci.	Les donateurs appuient les programmes de gestion des ressources naturelles, d'énergies renouvelables, d'utilisation rationnelle de l'énergie et de prévention des catastrophes. Les partenaires de développement encouragent les organismes gouvernementaux, le secteur privé et les organisations de la société civile à favoriser des partenariats de développement durable et à promouvoir le Sri Lanka en tant que centre de savoir en partageant les meilleures pratiques et ressources humaines au niveau international.	Amélioration de la planification du développement, de la gouvernance, de l'utilisation des meilleures pratiques et capacités de cibler les ressources pour la gestion des ressources naturelles, de l'adaptation aux changements climatiques et de leur atténuation et prévention des catastrophes.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Évaluation environnementale stratégique achevée et concrétisée (référence : 0; cible : 5 régions) 2. Nombre de projets pilotes sur l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation avec la participation spécifique des groupes de femmes et de jeunes (référence : 2; cible : 10) 3. Nombre de districts dotés de capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophes (référence : 1; cible : 25) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les dispositifs sont en place pour la gestion durable des ressources naturelles et la collecte et l'utilisation efficace de données environnementales pour la planification et l'élaboration de politiques. 2. Les parties prenantes nationales sont mieux capables de d'élaborer et d'exécuter des politiques et programmes sur l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation. 3. Les systèmes d'alerte rapide, de coordination, de préparation et d'intervention en cas de catastrophe fonctionnent en temps réel et sont efficaces. 	<p>Ressources ordinaires 0</p> <hr/> <p>Autres ressources 18 000 000</p>